



Philippe Hoonakker, professeur des universités et avocat associé au cabinet Racine, est l'auteur de diverses publications :

Manuel

- Procédures civiles d'exécution, Larcier – collection Paradigme, novembre 2012 (il s'agit de la seconde édition, la première est parue en janvier 2010 chez Paradigme, qui a été racheté par les éditions De Boeck - Larcier).

Contribution à des ouvrages collectifs

- Droit et pratique de la procédure civile, Dalloz Action, sous la direction du Recteur Serge Guinchard, rédaction des chapitres relatifs aux mesures conservatoires à prendre, à l'introduction de l'instance, aux demandes incidentes, au droit commun des procédures contentieuses et gracieuses, aux ordonnances sur requête, à la procédure devant le tribunal d'instance, la juridiction de proximité, le tribunal de commerce et le juge de l'exécution, à l'exécution provisoire du jugement et au droit local d'Alsace-Moselle (en collaboration avec Dominique D'Ambra, Professeur à l'Université de Strasbourg), éditions 1998/1999, 2001/2002, 2002/2003, 2005/2006, 2006/2007, 2009/2010 et 2012/2013.
- Droit et pratique des voies d'exécution, Dalloz Action, sous la direction du Recteur Serge Guinchard et de Tony Moussa, rédaction des deux chapitres relatifs au droit local d'Alsace-Moselle, consacré respectivement à l'exécution forcée immobilière et à l'administration forcée des immeubles, éditions 1999, 2000, 2001/2002, 2004/2005, 2006/2007, 2010/2011 et 2013/2014.
- Répertoire Dalloz de procédure civile, v° « Exécution provisoire », 1994, 2000, 2006, 2011 et 2013 (en cours de publication).

Articles de doctrine

- La double publication de la déclaration d'insaisissabilité
D. 2013, p. 318.
- Liquidation judiciaire : la reprise d'une saisie immobilière en cours s'opère selon les règles de l'adjudication judiciaire
Act. proc. coll. juill., 2012, p. 1.
- La saisie immobilière et les procédures collectives
in « Mesures d'exécution et procédures collectives – Confrontation des règles de l'exécution et du droit des entreprises en difficulté », dir. P.-M. Le Corre, éd. Bruylant, collect. Procédures, 2012, p. 63 à 83.
- La saisie conservatoire en compte bancaire
in « L'effectivité du recouvrement des créances en Europe », Actes du VIII^e colloque, Droit et procédures, novembre 2010, p. 10.

- Le RSA bancaire ou la mise à disposition automatique d'une somme à caractère alimentaire sur un compte saisi
Dalloz 2010, p. 1890.
- Retour sur l'arrêt de l'exécution provisoire de droit : un espoir déçu
in « Justice et droit du procès – Du légalisme procédural à l'humanisme processuel », Mélanges offertes au Recteur Serge Guinchard, Dalloz 2010, p. 713.
- La prescription de l'exécution forcée depuis la loi n° 2008-561 du 17 juin 2008
Droit et procédures 2009, p. 15.
- La disposition de la prescription
Petites Affiches, avril 2009, n° 66, p. 19.
- La saisie-attribution et la saisie des droits d'associés et des valeurs mobilières
Droit et patrimoine, janv. 2009, p. 64 et 72.
- Faut-il déjudiciariser la saisie immobilière ?
Blog Dalloz du 16 juillet 2008
- La civilisation de l'exécution forcée
in « Le droit de l'exécution forcée : entre mythe et réalité », Actes du Ve colloque organisé par la Revue Droit et procédures, les 27 et 28 avril 2007, Editions Juridiques et techniques 2007, p. 63.
- Présentation schématique des nouvelles procédures françaises de saisie immobilière et de distribution du prix de vente de l'immeuble
Revue du notariat belge, 2007, p. 372.
- Toilettage préventif des nouvelles procédures de saisie immobilière et de distribution du prix de vente d'un immeuble
Gaz. Pal. 2007, doct. p. 15.
- Présentation schématique des nouvelles procédures de saisie immobilière et de distribution du prix de vente de l'immeuble
Gaz. Pal. 2007, doct. p. 7.
- Réflexions sur l'adjudication au poursuivant à défaut d'enchère
in « Mélanges offertes au Doyen Philippe Simler », Lexis Nexis Litec – Dalloz 2006, p. 867.
- Dernières réformes de l'exécution provisoire : raison et déraison
D. 2006, doct. p. 754.
- Panorama des solutions alternatives (à la vente aux enchères sur saisie)
in « L'exécution immobilière en Europe : entre tradition et modernité, quelle saisie immobilière pour demain ? », Actes du colloque organisé par la Revue Droit et procédures, les 1er et 2 avril 2005, Editions Juridiques et techniques, 2005, p. 97 à 113.
- L'arrêt de l'exécution provisoire de droit enfin consacré par le législateur !
D. 2004, doct. p. 2314.
- L'exécution immédiate ou de l'incohérence à la cohérence du droit à l'exécution
in « Mélanges offertes au Doyen Pierre Julien, La justice civile au vingt et une siècle », Edilait 2003, p. 209 à 218.

- L'exécution immédiate ou la protection renforcée du perdant.
Petites Affiches 2002, n° 247, p. 13.
- L'exécution provisoire de droit et la Constitution : de l'illégalité partielle à l'application générale de l'article 524 NCPC.
Droit et procéd. 2002, I.04, p. 77.
- La provision allouée par un jugement mixte sur le fond est-elle exécutoire de droit à titre provisoire ?
Dalloz 2001, doct. p. 3299.
- L'ouverture d'une procédure collective à l'encontre d'une société unipersonnelle oblige-t-elle l'associé unique au passif social ?
JCP E 2000, comm. p. 933.
- Des intérêts dus sur les créances de restitution
(à propos de l'arrêt de l'assemblée plénière de la Cour de cassation du 3 mars 1995)
Dalloz 1999, doct. p. 328.
- Le juge de l'exécution
Gaz. Pal. 1993, doct. p. 321 et s.
- Dernière avancée de la clause de réserve de propriété : l'affirmation de la primauté du vendeur primaire sur le créancier bénéficiaire du prix de revente.
Les Affiches Moniteur, n° 90 du 9 novembre 1990.

Notes et observations de jurisprudence

En procédure civile

- CEDH, Chatellier c/ France, 31 mars 2011, req. n° 34658/07 (Radiation de l'appel – Art. 526 CPC – Violation de l'art. 6-1 Conv. EDH - oui), Droit et procéd. 2011, p. 176.
- Civ. 2e, 9 sept. 2010, n° 09-16538 (Juge de l'exécution - Compétence d'attribution – Difficultés relatives aux titres exécutoires – Actes notariés – Prescription - oui), Droit et procéd., décembre 2010, p. 325.
- Civ. 2e, 15 oct. 2009, n° 08-15489 (Exécution provisoire de droit – Arrêt - Violation manifeste de l'article 12 du code de procédure civile - Défaut de motivation - non/Aménagement – Condition - Conséquences manifestement excessives – non / Pouvoir discrétionnaire du juge - oui), Droit et procéd., janvier 2010, p. 59.
- CA Colmar (Ord. CME), 10 janv. 2008 (Exécution provisoire - Inexécution du jugement - Radiation de l'appel - non - Conséquences manifestement excessives - oui / Art. 6-1 Conv. EDH - Atteinte à l'exercice et à la substance du droit d'appel - Disproportion avec le but recherché), Droit et procéd., mars 2008, p. 107.
- Civ. 2e, 15 sept. 2005, n° 03-20644 (Juge de l'exécution - Sursis à exécution - Acte notarié et saisie-attribution - Appel immédiat - oui), Droit et procéd., janvier 2006, p. 49 .
- Civ. 3e, 23 mars 2005, n° 03-19071 (Juge de l'exécution – Compétence d'attribution - Difficultés relatives à un titre exécutoire - Obligation de faire inexécutée - Dommages-intérêts – non - Excès de pouvoir – oui), Droit et procéd., mars 2006, p. 88.

- Civ. 2e, 18 sept. 2003, n° 01-12666 (Juge de l'exécution - Compétence d'attribution - Suspension des poursuites - Demande d'aide aux rapatriés - Recevabilité ou éligibilité - Contrôle – non), Droit et procéd., janvier 2004, p. 43.
- Civ. 2e, 10 juillet 2003, n° 01-15874 (Juge de l'exécution - Ordonnance sur requête - Mesures conservatoires - Autorisation sans détermination expresse du montant des sommes à garantir - Nullité de l'ordonnance et des mesures conservatoires pratiquées), Droit et procéd., janvier 2004, p. 36.
- Civ. 2e, 30 janv. 2003, n° 99-19488 (Voies de recours - Irrecevabilité - Jugement non notifié dans les deux ans (art. 528-1 NCPC) - Art. 6.1 CEDH - Compatibilité – oui - Sécurité juridique et bonne administration de la justice), Droit et procéd., juillet 2003, p. 248.
- Civ. 2e, 30 janv. 2003, n° 00-15914 (Jugement de l'exécution - Appel - Jugement mixte - Sursis à statuer - Evocation – non), Droit et procéd., juillet 2003, p. 246.
- Civ. 2e, 19 déc. 2002, n° 00-20774 (Juge de l'exécution - Compétence d'attribution - Difficultés relative à un titre exécutoire - Compte entre les parties – oui - Répétition de l'indu – oui), Droit et procéd., mai 2003, p. 179.
- Civ. 2e, 7 novembre 2002, n° 01-00379 (Actes d'huissier de justice - Société civile professionnelle - Identité de l'huissier de justice instrumentaire - Omission - Vice de forme - Nécessité d'un grief - Appréciation souveraine des juges du fond), Droit et procéd., mars 2003, p. 115.
- Civ. 2e, 13 juin 2002, n° 00-15852 (Exécution provisoire judiciaire - Arrêt - 1) Premier président compétent après cassation - Cour de renvoi (?) - 2) Ordonnance - Effet rétroactif – non), Droit et procéd., janvier 2003, p. 29.
- Civ. 2e, 13 juin 2002, n° 01-14814 (Exécution provisoire judiciaire – Arrêt - Conséquences manifestement excessives - Péril grave et erreur évidente et grossière – non), Droit et procéd., novembre 2002, p. 361.
- Civ. 2e, 4 avril 2002, n° 00-19822 (Intérêts légaux - Majoration de cinq points - Délai de deux mois - Point de départ - Signification du jugement), Droit et procéd., septembre 2002, p. 298.
- Civ. 2e, 21 mars 2002, n° 00-18866 (Juge de l'exécution - Compétence - Difficultés relatives à un titre exécutoire - Prestation compensatoire - Rentes mensuelles impayées - Prescription quinquennale - Application et condamnation aux arrérages subsistants - oui), Droit et procéd., septembre 2002, n° 5, p. 294.
- Civ. 2e, 20 décembre 2001, n° 98-23102 (Astreinte – Liquidation - Point de départ - Arrêt de l'exécution provisoire - Notification de l'ordonnance du premier président - Nécessité – oui), Droit et procéd., mai 2002, p. 165.
- Civ. 2e, 20 décembre 2001, n° 00-17029 (Juge de l'exécution - Sursis à exécution - Inapplication de l'art. 524 NCPC - Moyens d'appel - Pouvoir souverain d'appréciation - Motivation), Droit et procéd., mai 2002, n° 3, p. 167.
- Civ. 2e, 8 novembre 2001, n° 00-11797 (Juge de l'exécution - Difficultés relatives à un titre exécutoire - Actes notariés de prêts - Absence d'utilisation des fonds - Compétence - oui), Droit et procéd., mai 2002, n° 3, p. 158.

- Civ. 2e, 18 octobre 2001, n° 00-12462 (Exécution provisoire de droit - Art. R.516-37 C. trav. - Rejet implicite du juge – non - Compétence du juge de l'exécution. – oui), Droit et procéd., mai 2002, p. 104.
- Civ. 2e, 21 septembre 2000, n° 98-21279 (Juge de l'exécution - Difficultés relatives à un titre exécutoire - Mesure d'exécution en cours – non - Compétence impérative – non), Droit et procéd., mars 2001, n° 2, p. 118.
- Civ. 2e, 24 juin 1998, n° 96-22851 (Exécution provisoire de droit - Etendue - Ordonnance de référé - En toutes ses dispositions, y compris les frais irrépétibles - Consécration implicite de l'exécution provisoire de droit totale), Dalloz 1999, jurispr. p. 148.

En procédures civiles d'exécution

- Civ. 2e, 15 nov. 2012, n° 08-11061 et 08-11165 (Astreinte - Prononcé – Juge saisi d'une demande en interprétation de sa décision – Pouvoir - oui), Dr. et procéd., févr. 2013, p. 37.
- Civ. 1ère, 28 septembre 2011, n° 09-72057 (Immunité d'exécution des missions diplomatiques des Etats étrangers - Immunité autonome – Renonciation expresse et spéciale), L'essentiel – Droit bancaire, nov. 2011, p. 7.
- Civ. 2e, 17 juillet 2011, n° 10-20923 (Saisie-attribution – Non-dénonciation au cotitulaire du compte joint saisi – caducité – non), L'essentiel – Droit bancaire, nov. 2011, p. 7.
- Civ. 2e, 31 mars 2011, n° 10-12269 (Saisie conservatoire - conversion en saisie-attribution d'une saisie conservatoire pratiquée sur une créance libellée en dollars US), L'essentiel – Droit bancaire, juin 2011, p. 7.
- Civ. 2e, 17 février 2011, n° 10-15100 (Saisie immobilière - application dans le temps de la procédure de distribution), L'essentiel – Droit bancaire, avril 2011, p. 5.
- Civ. 2e, 14 octobre 2010, n° 09-14182 (Saisie-attribution - responsabilité du tiers saisi en cas de déclaration inexacte ou incomplète), L'essentiel – Droit bancaire, décembre 2010, p. 3.
- Civ. 2e, 9 septembre 2010, n° 09-15728 (Saisie immobilière - relevé de forclusion des créanciers inscrits), L'essentiel – Droit bancaire, novembre 2010, p. 6 .
- Com., 2 mars 2010, n° 08-19898 (Saisie conservatoire de créances – Conversion en saisie-attribution – 1) Contestation de la saisie conservatoire – recevabilité - non - 2) Dénonciation au débiteur saisi – Délai de 8 jours de l'article 58 du décret de 1992 - non), Droit et procéd., juin 2010, p. 186.
- Jex Paris, 29 novembre 2006 (Saisie conservatoire - 1) Contestation – Autre saisissant – recevabilité - oui 2) Acquiescement – Effets - Conversion en saisie-attribution - non - Autorisation de paiement - oui), Droit et procéd., mars 2007, p. 91.
- Civ. 2e, 28 février 2006, n° 04-16396 (Saisie conservatoire - 1) Obligation de renseignement - Motif légitime - Délai raisonnable - 2) Successives sur la même créance - Droit de préférence du premier saisissant - Conversion de la seconde saisie), Droit et procéd., septembre 2006, p. 279.
- Civ. 1ère, 17 janv. 2006, n° 02-20636 (Biens saisissables - Revenus d'époux communs en bien - Compte saisi ouvert au nom de l'époux caution - Défaut de consentement du conjoint - Origine des revenus portés en compte - Charge de la preuve - Créancier), Droit et procéd., Septembre 2006, p. 276.

- CA Paris, 16 juin 2005 (Avis à tiers détenteur - Impôts recouvrés par les comptables du Trésor (DGCP) - Lettre de rappel et délai d'attente de 20 jours - non), Droit et procéd., novembre 2005, p. 355.
- Civ. 2e, 2 décembre 2004, n° 02-21381 (Avis à tiers détenteur - Rémunérations du travail./ Contestation sur la saisissabilité./ Compétence du juge de l'exécution - oui), Droit et procéd., juillet 05, p. 234.
- Com., 3 nov. 2004, n° 00-19247 (Astreinte - Prononcé - 1) Procédure - Sur recours en rétractation d'une ordonnance sur requête - non - 2) Compétence - Juge de l'exécution - Injonctions du Conseil de la concurrence ou sur recours de la cour d'appel de Paris - non), Droit et procéd., mars 2005, p. 97.
- Jex Paris, 19 mai 2004 (Saisie-attribution - Paiement du saisissant - Tiers-saisi débiteur du débiteur saisi – non - Condamnation à payer le véritable créancier - Remboursement des sommes payées au saisissant - oui), Droit et procéd., novembre 2004, p. 334.
- Jex Paris, 19 mai 2004 (Saisie-attribution successives sur une même créance de loyers./ 2e saisie valable mais effets différés - Remboursement de l'indu au 1er saisissant par le second - oui), Droit et procéd., novembre 2004, p. 331.
- Civ. 2e, 15 janv. 2004, n° 01-17920 (Saisie-attribution - Mise en œuvre – Créancier - Délégation de pouvoirs – Etendue - Acte d'administration – oui - Pouvoir de gestion courante – oui - Pouvoir de représentation en justice - non), Droit et procéd., septembre 2004, p. 218.
- Civ. 1ère, 4 nov. 2003, n° 99-13965 (Biens saisissables - Saisie-vente - Parts sociales d'une SCP titulaire d'un office notarial - Saisissables – oui - Vente forcée – non), Droit et procéd., mars 2004, p. 104.
- Jex Paris, 2 juill. 2003 (Avis à tiers détenteur - Défaut de réponse et de paiement du tiers détenteur - Titre exécutoire à hauteur de la créance saisie (art. 64 D. 1992) – oui - Condamnation aux causes de la saisie (art. 60 D. 1992) – non), novembre 2003, p. 376.
- Civ. 2e, 20 mars 2003, n° 00-13429 (Astreinte prononcée en référé – Liquidation - Incompétence du juge des référés – oui - A relever d'office – oui - Incompétence de la cour d'appel – oui), Droit et procéd., novembre 2003, p. 364.
- Civ. 2e, 20 mars 2003, n° 01-13746 (Saisie-attribution – Contestation – Recevabilité - Dénonciation à l'huissier de justice instrumentaire - Par anticipation – non), Droit et procéd., septembre 2003, p.316.
- Civ. 2e, 7 novembre 2002, n° 99-16322 (Saisie conservatoire de créances./ Tiers saisi./ Obligation de renseignement./ Moment./ Sur le champ. – oui), Droit et procéd., mars 2003, p. 118.
- Civ. 2e, 11 juill. 2002, n° 00-20262 (Astreinte et condamnation - Même décision d'un juge de l'exécution – Appel - Demande de sursis à exécution - Suspension du cours de l'astreinte - oui), Droit et procéd., novembre 2002, p. 364.
- Com., 19 fév. 2002, n° 98-20727 (Saisie-attribution- Redressement judiciaire dans les 8 jours - Administrateur avec mission de représentation ou d'assistance - Ignorance du créancier - Dénonciation à l'administrateur - oui), Droit et procéd., juillet 2002, p. 237.
- Civ. 2e, 14 juin 2001, n° 99-18082 (Astreinte – Prononcé - Juge de l'exécution – Appel - Sursis à exécution - non), Droit et procéd., novembre 2001, p. 389.

- Civ. 2e, 5 juillet 2001, n° 99-21481 (Saisie-attribution - Liquidation judiciaire - Créanciers de la procédure - Saisie-attribution - Sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations - oui), Droit et procéd., novembre 2001, p. 384.
- Civ. 2e, 5 avr. 2001, n° 99-17193 (Astreinte prononcée par une juridiction pénale - Difficultés d'exécution - Juge de l'exécution - Incompétence), Droit et procéd., septembre 2001, p. 312.
- Civ. 2e, 5 avr. 2001, n° 99-14756 (Saisie des rémunérations - Tribunal d'instance – Compétence - Chèque impayé - Titre exécutoire délivré par l'huissier de justice - Remise en cause par juge d'instance - non), Droit et procéd., septembre 2001, n° 5, J.081, p. 323.
- Civ. 2e, 22 mars 2001, n° 98-21560 (Astreinte - Point de départ - Délai pour exécuter la condamnation confirmée sous peine d'astreinte - Point de départ à compter de la notification de l'arrêt), Droit et procéd., juillet 2001, p. 244.
- Civ. 2e, 22 mars 2001, n° 98-21951 (Alsace-Moselle - Exécution forcée immobilière - Pourvoi immédiat - Effet non suspensif), Droit et procéd., juillet 2001, p. 241.
- CA Paris, 8ème chambre, section B, 11 janvier 2001 (Avis à tiers détenteur - Impôts directs et taxes assimilées - Absence de lettre de rappel et de demande préalable au trésorier-payeur général - Effets), Droit et procéd., mai 2001, p. 185.
- CA Paris, 8ème chambre, section B, 1er février 2001 (Saisie conservatoire - Prestation compensatoire demandée au juge du divorce./ Juge compétent./ Juge aux affaires familiales – non./ Juge de l'exécution – oui), Droit et procéd., mai 2001, p. 178.
- Civ. 2e, 21 septembre 2000, n° 98-14151 (1) Titre exécutoire - Décision déclarée opposable à l'AGS et la disant tenue à garantie - oui. 2) Difficultés relatives à un titre exécutoire - Compétence ratione temporis - Vérification d'office par le juge de l'exécution - non), Droit et procéd., mars 2001, p. 133.
- Civ. 2e, 8 juin 2000, n° 98-19389 (Saisie des rémunérations - Requête initiale - Titre exécutoire - Substitution - non), Droit et procéd., janvier 2001, , p. 46.
- CA Paris, 31 août 2000 (Saisie-vente - Actions en distraction et en nullité – Recevabilité - Délai pour agir), Droit et procéd., janvier 2001, p. 47.
- Civ. 2e, 18 févr. 1999, n° 96-15272 (Saisie- conservatoire – Titre exécutoire – Obtention – Délai d'un mois – Référé provision ? - oui), Dalloz 2000, jurispr., p. 813.
- CA Paris, 17 février 1995 (Saisie conservatoire - Titre exécutoire – Obtention - Délai d'un mois - Référé provision ? – non), Dalloz 1997, jurispr. p. 464.

Rapports présentés à des colloques :

- Mesures d'exécution et procédures collectives, colloque organisé par la Faculté de droit et science politique de Nice, CRAJEFE-CDERDP, au parc Phoenix à Nice, le 23 mars 2012 ; présentation d'un rapport sur la saisie immobilière et les procédures collectives.
- Les entretiens de la Sauvegarde, colloque organisé par l'institut de formation des praticiens des procédures collectives - IFPPC -, les avocats conseils d'entreprise – ACE - et le conseil national des barreaux - CNB -, le 30 janvier 2011 à Paris, Maison de la chimie ; animation d'un atelier consacré aux

voies d'exécution et saisie immobilière ; présentation d'un rapport sur les procédures collectives et la saisie immobilière.

- L'effectivité du recouvrement des créances en Europe, VIIIe colloque organisé par la revue Droit et procédures le 8 avril 2010 à la l'Université Jean Moulin – Lyon 3 ; présentation d'un rapport sur la saisie conservatoire en compte bancaire ; actes publiés dans un numéro spécial de la revue Droit et procédures, novembre 2010.
- La réforme du droit de la prescription, colloque organisé à la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de l'Université de Strasbourg, le 7 novembre 2008 ; présentation d'un rapport sur la disposition de la prescription ; actes publiés aux Petites Affiches, avril 2009.
- Le droit de l'exécution forcée : entre mythe et réalité, Ve colloque organisé par la revue Droit et procédures les 27 et 28 avril 2007 à la Cour de cassation ; présentation d'un rapport sur le thème de la civilisation de l'exécution forcée ; acte publiés par les Editions Juridiques et techniques – Collection Droit et procédures, 2007.
- L'exécution immobilière en Europe : entre tradition et modernité, quelle saisie immobilière pour demain ?, IIIe colloque organisé par la revue Droit et procédures – la revue des huissiers de justice, à la faculté de droit, de sciences politiques et de gestion de l'université Robert Schuman de Strasbourg, les 1er et 2 avril 2005 ; direction scientifique et présentation de deux rapports, intitulés : une confrontation thématique et partielle (p. 1 à 5) et panorama des solutions alternatives ; actes publiés par les Editions Juridiques et Techniques – Collection Droit et procédures, septembre 2005.
- La concurrence déloyale en droit français et en droit allemand, colloque organisé dans le cadre des premières rencontres des barreaux jumelés Strasbourg - Stuttgart - Montpellier – Barcelone, le 27 avril 1991 ; présentation d'un rapport sur les règles essentielles de la concurrence déloyale applicables en droit français.